

La société civile burundaise exige l'annulation des résultats de l'enrôlement

RFI, 19-12-2014 Burundi : colère de la société civile contre les fraudes électorales Au Burundi, la société civile a tiré la sonnette d'alarme en dénonçant des fraudes massives qui ont entaché la distribution des cartes nationales d'identité et l'opération d'enrôlement des électeurs qui a eu lieu en même temps, des irrégularités reconnues aujourd'hui en renvoyant la responsabilité sur le gouvernement. Après l'opposition qui demande carrément la démission de la Commission électorale, les principaux leaders de la société civile sont montés au créneau jeudi. La société civile burundaise est donc très remontée et elle exige désormais l'annulation des résultats de l'enrôlement qui ne reprendra qu'après la distribution de cartes biométriques à toute la population du Burundi. Si l'annulation n'est pas proclamée, la riposte est déjà prévue. Pierre-Claver Mbonimpa, l'une des principales figures de la société civile burundaise qui sort à peine de plusieurs mois d'opprobres de prison, s'est chargé de répondre au nom des 200 organisations signataires de la déclaration. « Ils refusent catégoriquement, nous aussi nous allons refuser catégoriquement. Tout ce qui s'est passé au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, vous l'avez vu, on pourra procéder à la même manière. » La lourdeur, le coût ou le délai pour mettre en place une telle opération ? La société civile burundaise balaie tous ces obstacles du revers de la main. « C'est jouable dans les cinq mois qui restent avant le début du cycle électoral, en mai 2015, au Burundi », dit-elle. A la question de savoir si tout cela ne sent pas trop la menace, la réponse fuse, très nette. Vital Nshimirimana, la tête du Forum pour le renforcement de la société civile du Burundi est très clair : « Bien sûr. Nous ne pouvons pas aujourd'hui accepter qu'un Burundais qui dirigera le pays au mois d'août soit le résultat de la fraude électorale qui a caractérisé l'enrôlement des électeurs. » Depuis plus de deux semaines la Commission électorale du Burundi fait profil bas et essaie de calmer la situation, mais rien à faire. Tout le monde attend des propositions concrètes de sa part.